



sgv  *usam*



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

*union suisse
des paysans*



Communiqué de presse

L'économie fait bloc et dit 3 x OUI et 1 x NON

Les faïtières de l'économie s'engagent ensemble pour des réformes et contre une initiative populaire extrême

OUI à la réforme de l'impôt anticipé, OUI à la réforme AVS 21, OUI au financement additionnel de l'AVS et NON à l'initiative populaire sur l'élevage intensif: à l'occasion d'une conférence de presse commune organisée à Berne, les présidents des quatre faïtières de l'économie suisse ont pris position sur les quatre objets soumis en votation populaire fédérale le 25 septembre prochain.

Berne, le 11 août 2022 - Les quatre faïtières de l'économie suisse, c'est-à-dire economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers usam, l'Union patronale suisse UPS et l'Union suisse des paysans USP, ont présenté, dans le cadre d'une conférence de presse commune, leur position en vue de la votation populaire fédérale du 25 septembre 2022. Elles disent clairement OUI à la réforme de l'impôt anticipé, à la réforme AVS 21 et au financement additionnel de l'AVS. Par contre, elles rejettent fermement l'initiative populaire sur l'élevage intensif. Les présidents des quatre associations ont exprimé leur unité sur les dossiers de politique économique actuels. Après la présentation de l'Agenda de politique économique 2025 par economiesuisse, l'usam et l'UPS en novembre dernier, la présente conférence de presse, organisée également avec l'USP, témoigne pour la deuxième fois en l'espace d'une année de la volonté nette de l'économie de collaborer plus étroitement sur des questions importantes de politique économique et de s'engager ensemble en faveur de réformes, de la liberté économique et de la sécurité.

Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers, a expliqué pourquoi une étroite collaboration politique des quatre associations est plus nécessaire que jamais. Selon lui, le concept de politique réglementaire est de plus en plus menacé par le programme politique de la gauche et des Verts, qui prévoit que l'État et la réglementation gagnent en importance aux dépens de la responsabilité individuelle. Les associations entendent lutter contre cette tendance: «La Suisse a besoin de stabilité en période d'incertitude. Des retraites stables, des recettes fiscales stables et des conditions-cadre stables pour l'agriculture», a déclaré Fabio Regazzi.

Christoph Mäder, président d'économiesuisse, ne comprend pas l'opposition de la gauche à la réforme de l'impôt anticipé. D'autant moins que les caisses de la Confédération ainsi que celles des cantons et des communes en profiteraient. C'est pourquoi les milieux économiques ainsi que le Conseil fédéral, le Parlement et les cantons soutiennent la réforme. La Confédération table d'ailleurs sur une hausse des recettes fiscales de 350 millions de francs par an après cinq ans seulement. «La réforme ferait revenir des activités de l'étranger et se traduirait donc par une hausse des recettes fiscales. Toute la Suisse en profiterait», a déclaré Christoph Mäder.

Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse, ne comprend pas non plus le repli dans le réduit idéologique du référendum. Il a rappelé l'importance de l'AVS, une des plus grandes conquêtes sociales au siècle dernier, qui gémit désormais sous le poids de l'évolution démographique. Au final, la réforme de l'AVS représente un compromis bien helvétique: «l'allègement financier urgent que réclame l'AVS est assuré par une combinaison de mesures structurelles et financières», a déclaré Valentin Vogt.

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans, a expliqué pourquoi l'initiative sur l'élevage intensif affaiblirait la production indigène de denrées alimentaires, entraverait la liberté de choix et ferait augmenter les prix des denrées alimentaires. Elle renchérirait également les importations et accroîtrait le tourisme d'achat. Tout cela, alors que le niveau de bien-être des animaux en Suisse est le plus élevé du monde. «Pour ces différentes raisons, on peut, sans mauvaise conscience, refuser cette initiative inutile et dommageable», a résumé Markus Ritter.

En guise de conclusion, les quatre présidents ont réaffirmé leur volonté de s'engager ensemble en faveur de conditions-cadre tenant compte des besoins de l'économie.

Pour toute question:

Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers, tél. 079 253 12 74, fabio.regazzi@parl.ch

Christoph Mäder, président d'économiesuisse, tél. 079 322 47 81, christoph.maeder@economiesuisse.ch

Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse, tél. 079 634 12 10, vogt@arbeitgeber.ch

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans USP, tél. 079 300 56 93, markus.ritter@parl.ch